

ad 396.

A IV

Londres le 10 Mai 1895

F. O.

Monsieur le Comte,

En me référant à la note que
V. S. a bien voulu m'adresser en date
du 6 février dr. j'ai maintenant l'hon-
neur de lui soumettre les vues de mon
Gouvernement concernant les nouvelles
propositions du Gouvernement Prusan-
nique quant au traité d'extradi-
tion à conclure entre la Grande
Bretagne et les Pays Bas.

Le Gouvernement Néerlandais
accepte l'article II n° 1 avec les
dernières modifications et l'addi-
tion indiquée en encre rouge.

En l'esprit de l'art. 4 de la
loi Néerlandaise sur l'extradition
conçue dans les termes : "à la de-
mande du pouvoir dans l'Etat
étranger compétent à faire l'arres-
tation provisoire" les mots de l'ar-
ticle II second alinéa : "or able to
state that a warrant has been
issued" ne peuvent être admis.

Il n'y a pas d'objection au
dernier alinéa de cet article ni à
l'emploi du terme : Minister of
State

State", dans l'art XII n° 4 pourvu
qu'il se traduise en hollandais
par "Mandanten Ministerie".

F / Chef d'un Département Ministériel Département "F

[dans les Pays Bas

Mon Gouvernement propose de
lire l'art XII comme suit. Quand
" le fugitif est arrêté l'officier de
" justice requerra dans les trois jours
" après l'arrestation et si celle-ci n'a
" pas eu lieu ou bien qu'elle ait eu
" lieu avant la demande d'extradition,
" dans les trois jours après en
" avoir reçu l'ordre - que la per-
" sonne réclamée soit interrogée
" par le tribunal et que celui-ci
" émette son avis sur la conses-
" sion ou le refus de l'extradition.

" Dans les quatorze jours après
" l'interrogatoire, le Tribunal enverra
" son avis et sa décision avec le des-
" sein de l'affaire au Ministre de la
" Justice.

" L'extradition ne sera accor-
" dée que sur la production de
" l'original ou d'une copie authen-
" tique soit d'un jugement de con-
" damnation, soit d'une ordonnance
" de mise en accusation ou de renvoi
" devant la justice répresive avec man-
" dat

" dat d'arrêt, soit d'un mandat
" d'arrêt, délivré dans les formes prescrites
" par la législation Britannique et
" indiquant suffisamment le fait dont
" il s'agit, pour mettre le Gouverne-
" ment Néerlandais à même de juger
" s'il constitue d'après la loi Néer-
" landaise, un cas prévu par le
" présent traité ainsi que la dispo-
" sition pénale qui lui est applicable.

" Ces documents devront être ligas-
" risés par un des Ministres Britan-
" niques et par le Ministre de la
" Grande Bretagne à La Haye."

La proposition Néerlandaise
concernant les Colonies a été insérée
dans l'article XVIII sauf l'addi-
tion des mots "for the purposes of
" this article" et mon Gouvernement
n'a pas d'objection à cette modi-
fication.

Les autres remarques à propos
de cet article semblent être basées
en majeure partie sur un mal-
entendu. Les Seychelles et Maurice
appartiennent tout autant à
l'Afrique

L'Afrique et les Indes Occiden-
tales à l'Amérique, que par la
Grande Bretagne à l'Europe.
On outre l'extradition directe
entre Java et la colonie du cap
peut avoir lieu, comme les deux
colonies sont situées dans la partie
du monde dont il est question
dans l'article 2. Ceci est évident
quand on se rend compte du
fait qu'il s'agit dans cet article
de l'Afrique, où les Pays Bas ne
possèdent pas de colonies. Tout
doute pourrait d'ailleurs être
écarté en lisant: "situated in the
"part of the world comprehending
"Asia, Australia and South and
"East Africa".

Cependant entre le Canada et
Java une extradition directe ne
peut avoir lieu, car notre législa-
tion coloniale s'y oppose. Mais
dans la pratique, aucun incon-
véient sérieux ne semble pouvoir
en résulter, comme la demande
d'extradition suivra en tout cas

la route postale par l'Angleterre
et dans ce cas le détour par les Pays
Bas n'occasionnera pas un délai
de quelque importance, quand on
le compare à la durée de tout le
voyage. On outre l'irascion du
Canada à Java et vice versa n'est
pas très probable avec les moyens
de transport actuels.

Me on Gouvernement approuve
que les dispositions relatives à la
mise hors de vigueur du présent
traité et la rétroactivité du nou-
veau, soient insérées dans un article
spécial XX.

On outre le Gouvernement
Néerlandais désirerait proposer
de lire la première phrase de l'ar-
ticle XX ainsi: "The present
"Treaty shall come into force four
"months after the exchange of the
"ratifications".

Je profite de cette occasion
pour faire observer à V. G. que le
cas de R. A. Wille, dont l'extradi-
tion a dû être refusée par le
Gouvernement

(détournement)

(vol)

Gouvernement Néerlandais au mois
d'octobre 1894, serait seulement pos-
sible sous le régime du nouveau
projet de traité si "embarslement"
[N° 7 de l'article II] est vraiment
synonyme au dilit de "verduis-
ting" mentionné dans l'article
321 du Code Pénal Néerlandais, de
sorte que le N° 7 devrait alors être
traduit par "verduis-ting of def-
stal" et non pas le seul mot
"defstal" comme cela a eu lieu
art 5 de l'article 2 du traité
actuellement en vigueur.

Si de cette façon l'embars-
lement devenait possible pour chaque
espèce de "verduis-ting" le N° 11
de l'article II pourrait être supprimé
à moins que la législation
Britannique ne s'y oppose.

Si au contraire "embarslement"
ne correspond pas à ce que notre
loi entend par "verduis-ting"
il serait désirable d'omettre le
mot "embarslement", mais alors
les restrictions personnelles de l'ar-
ticle II N° 11 du "draft" devraient
également

également être omises, afin
qu'un cas comme celui de Matthe
tombe sous l'application des
stipulations du traité. Ce numé-
ro devrait alors être lu comme
suit: "fraud made criminal
"by any law for the time being in
"force".

En faisant cette proposition
on admet bien entendu, que "fraud"
a la même signification que le
mot "verduis-ting".

En attendant les vues du
Gouvernement Britannique
sur ces différentes questions je
saisis env.

E